

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
1^{er} trimestre 2021

Avril 2021

**Mémo
1^{er} trim.
2021
Artisanat
du bâtiment**

Activité
globale
↗ 9,5 %

Neuf
↗ 10 %

Entretien-
Rénovation
↗ 9 %

EN SYNTHÈSE

UN PREMIER TRIMESTRE MARQUÉ PAR UN FORT REBOND

L'activité de l'artisanat du bâtiment enregistre un vif rebond de 9,5 % au premier trimestre 2021 par rapport au même trimestre de l'année précédente (-12 %). Cette hausse s'explique par un effet purement mécanique, puisque le premier trimestre 2020 a été marqué par l'arrêt quasi-total de l'activité des entreprises sur les deux dernières semaines du mois de mars 2020.

La croissance de l'artisanat du bâtiment, au premier trimestre 2021, résulte d'une hausse de l'activité légèrement plus marquée pour la construction neuve avec +10 %, segment le plus impacté l'an dernier, alors que l'entretien-amélioration, moins affecté en 2020, rebondit néanmoins de 9 %.

Pour autant, l'activité en construction neuve devrait fléchir, et impacter l'artisanat du bâtiment, dans les prochains mois avec seulement 377 000 logements autorisés à la construction et 351 900 logements mis en chantier à fin février 2021, soit une baisse de 17,4 % et 9,5 % sur les douze derniers mois par rapport à la même période, un an plus tôt.

Quant à l'activité en entretien-amélioration, elle enregistre une croissance de 9 % comparé au premier trimestre 2020 et profite du dynamisme des travaux de performance énergétique des logements qui progressent de 11,5 % au premier trimestre 2021 (par rapport au même trimestre de l'année précédente).

En ce début d'année, le volume d'activité

progressive pour l'ensemble des métiers avec des hausses comprises entre 7 et 12 %. L'électricité, la menuiserie-serrurerie et l'aménagement-décoration-plâtrerie se montrent les plus dynamiques avec des hausses d'activité supérieures à 10 % (par rapport au même trimestre de l'année précédente). En revanche, les performances sont moindres pour la maçonnerie et la couverture-plomberie-chauffage avec des augmentations de respectivement 9 % et 7 % à un an d'intervalle.

Il est à noter que les différents corps d'état font face à une flambée des prix des matières premières et notamment du bois et de certains métaux comme l'acier, le cuivre, le minerai de fer, le zinc depuis quelques mois. Par ailleurs, des difficultés d'approvisionnement en produits et matériaux surviennent de plus en plus fréquemment.

L'ensemble des régions enregistre des hausses marquées au premier trimestre 2021 (+9,5 %), en particulier pour la Bretagne et PACA (+11,5 % chacune). Les Hauts-de-France (+7,5 %), l'Île-

de-France (+8 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes et les Pays de Loire (+8,5 % chacune) enregistrent quant à elles, des croissances plus modérées.

En ce qui concerne l'emploi dans l'artisanat dans la construction en 2020, il a continué de progresser avec 3,3 % sur 12 mois (+24 000 emplois) et devrait poursuivre sa hausse si l'accroissement de l'activité se maintient en 2021.

Côté carnets de commandes, ils représentent 102 jours à début avril, soit une progression de 35 jours par rapport à la même période de l'année précédente. Par ailleurs, le nombre d'entreprises déclarant vouloir investir, au cours des 6 prochains mois, est en forte hausse (12 % contre 1 % un an auparavant).

Même si les indicateurs d'activité de ce début d'année sont encourageants pour l'artisanat du bâtiment, la prudence reste de mise en raison de la crise sanitaire, mais aussi du risque d'aggravation des difficultés d'approvisionnement en matériels et matériaux pour les semaines et les mois à venir.

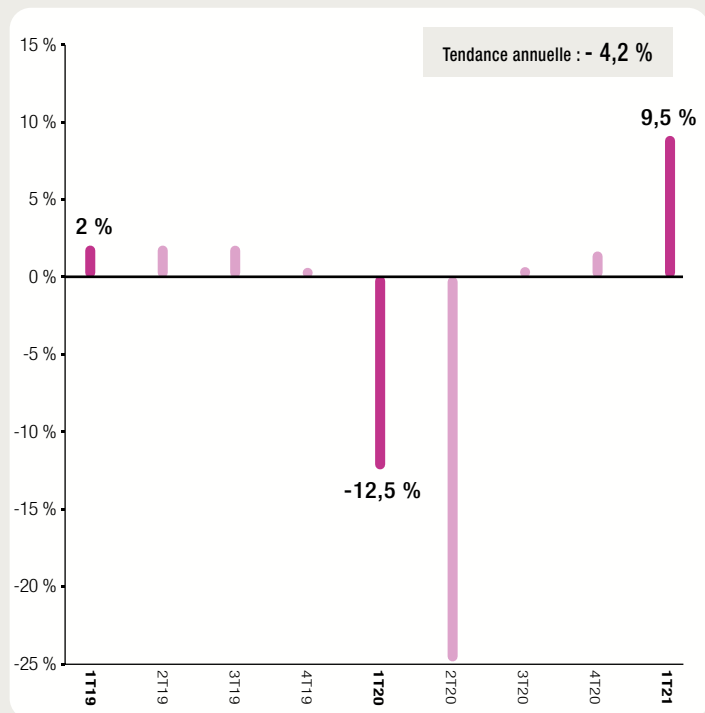
VOLUME D'ACTIVITÉ

Une activité en forte hausse au 1T2021

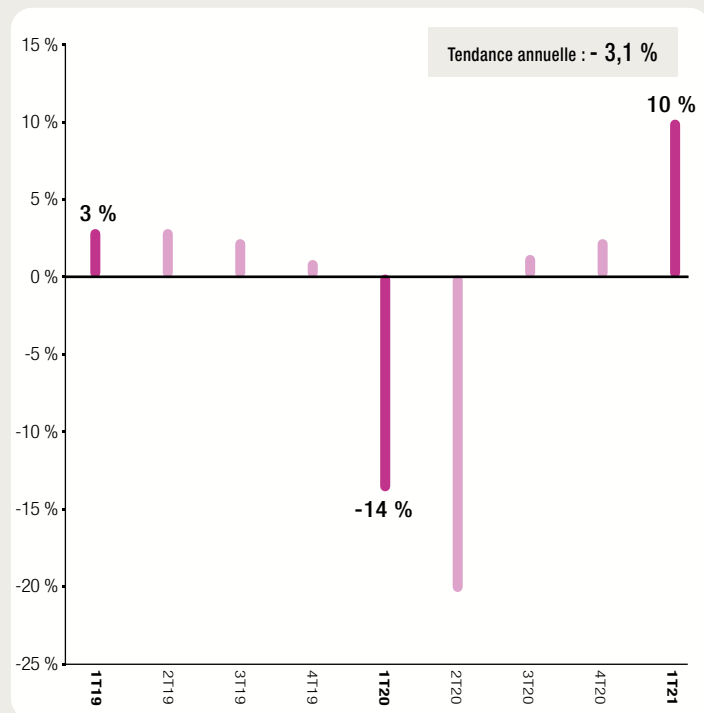
La hausse du volume d'activité des artisans du bâtiment atteint 9,5 % (par rapport au même trimestre de l'année précédente en recul de 12 %). Du côté de la construction neuve, l'activité progresse (+ 10 % contre - 14 % au même trimestre de l'année précédente). Quant à l'activité entretien-rénovation, elle

affiche une croissance de 9% (contre - 10,5 % au même trimestre de l'année précédente). Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements progresse également de 11,5 % (contre - 8,5 % au même trimestre de l'année précédente).

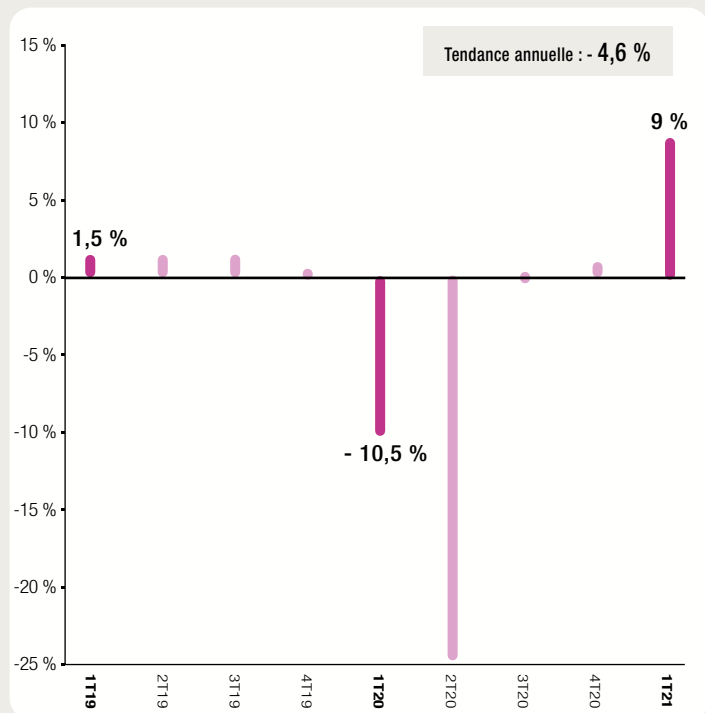
Activité globale



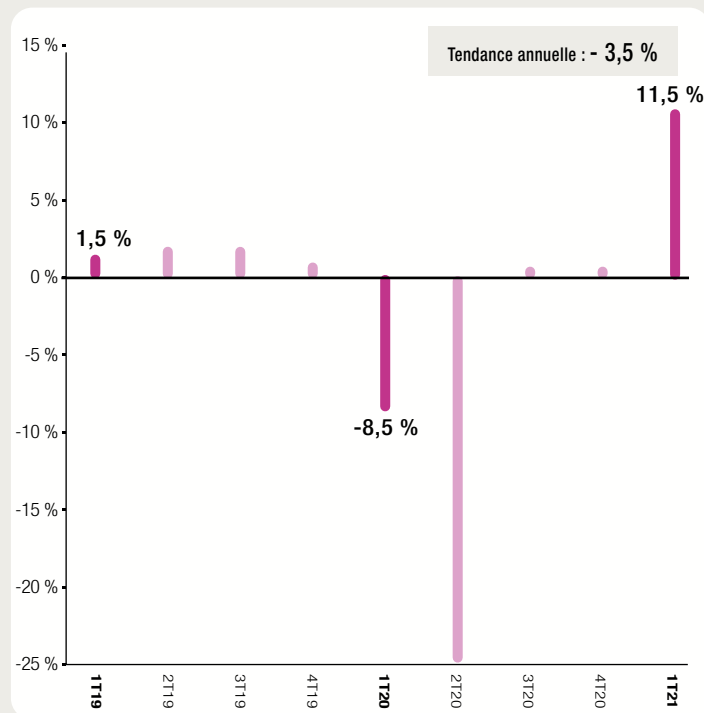
Construction neuve



Entretien-rénovation (incluant les travaux de performance énergétique)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



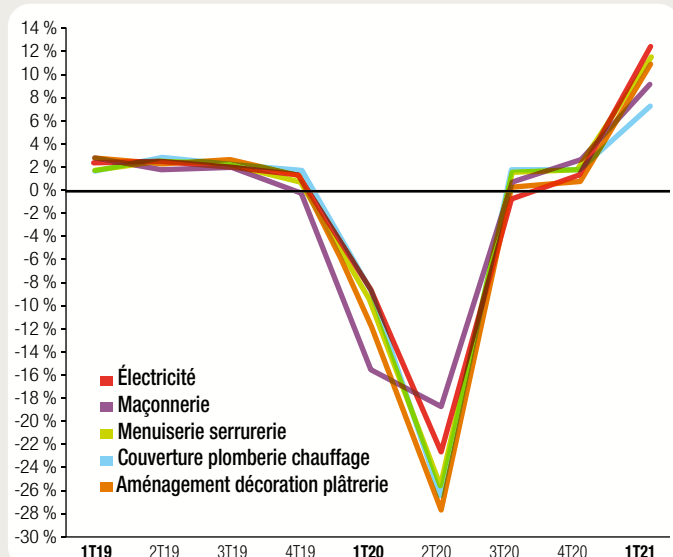
Source : CAPEB - I+C/Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

L'activité progresse pour l'ensemble des métiers

En ce début d'année, le volume d'activité progresse pour l'ensemble des corps de métiers qui voient leur activité croître entre 7 et 12 %. L'électricité, la menuiserie-serrurerie et l'aménagement-décoration-plâtrerie se montrent les plus dynamiques avec des hausses comprises entre 10,5 % et 12 % au premier trimestre 2021 (par rapport au même trimestre de l'année précédente). La maçonnerie et la couverture-plomberie-chauffage enregistrent des croissances plus modérées, respectivement à 9 % et 7 %.



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Fort rebond de l'activité quelle que soit la taille des entreprises

Au premier trimestre, la hausse de l'activité s'accélère pour l'ensemble des entreprises artisanales quelle que soit leur taille, s'établissant à + 9,5 %, pour les entreprises de moins de 10 salariés et 11% pour celles de plus grande taille.



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

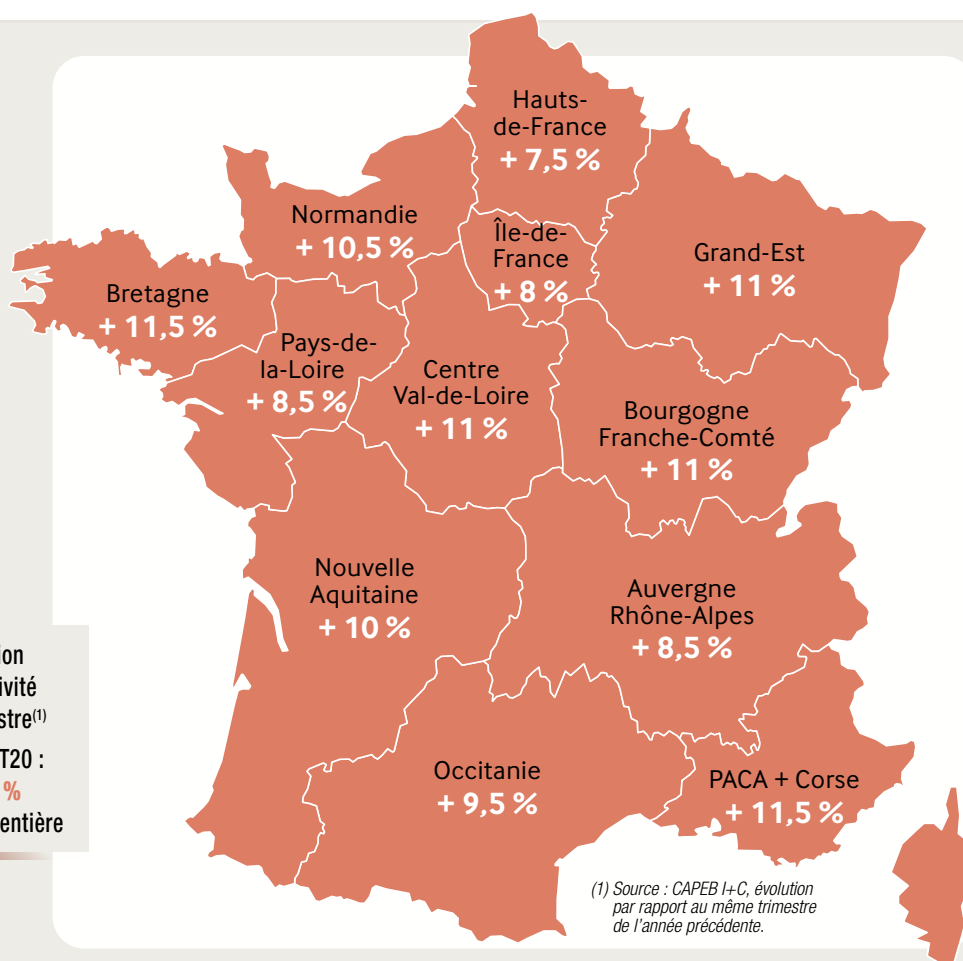
ACTIVITÉ PAR RÉGION

L'activité progresse dans l'ensemble des régions avec des hausses comprises entre 7,5 % et 11,5 % au premier trimestre 2021 (par rapport au même trimestre un an plus tôt).

Sept régions affichent des hausses plus marquées que la moyenne nationale en particulier la Bretagne et PACA (+ 11,5 % chacune) ainsi que le Centre-Val de Loire, le Grand-Est et la Bourgogne-Franche-Comté (+ 11 % chacune).

En revanche, les régions Pays de Loire (+ 8,5 %), Auvergne-Rhône-Alpes (+ 8,5 %), Île-de-France (+ 8 %) et Hauts-de-France (+ 7,5 %) réalisent des croissances plus mesurées.

Situation de l'activité du trimestre⁽¹⁾
1T21 / 1T20 :
+ 9,5 %
en France entière



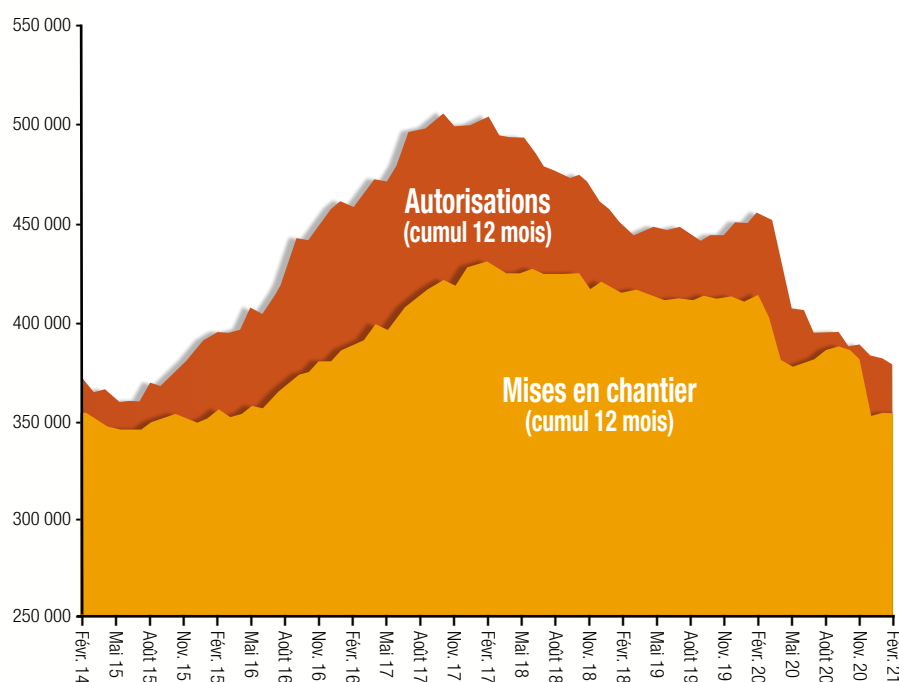
(1) Source : CAPEB I+C, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS

Les mises en chantier

Sur un an, de mars 2020 à février 2021, 377 000 logements ont été autorisés à la construction, soit 79 500 de moins qu'au cours des douze mois précédents (- 17,4 %).

Dans le même temps, on estime que 351 900 logements ont été mis en chantier, soit 36 900 de moins (- 9,5 %) que dans les douze mois précédents.



Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin février 2021)

Variation (mars 2020 à février 2021 / mars 2019 à février 2020)

Individuels purs	123 100	- 9,5 %
Individuels groupés	41 300	- 15,1 %
Collectifs	174 100	- 25,4 %
Logements en résidence	38 500	0,3 %
Total	377 000	- 17,4 %

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin février 2021)

Variation (mars 2020 à février 2021 / mars 2019 à février 2020)

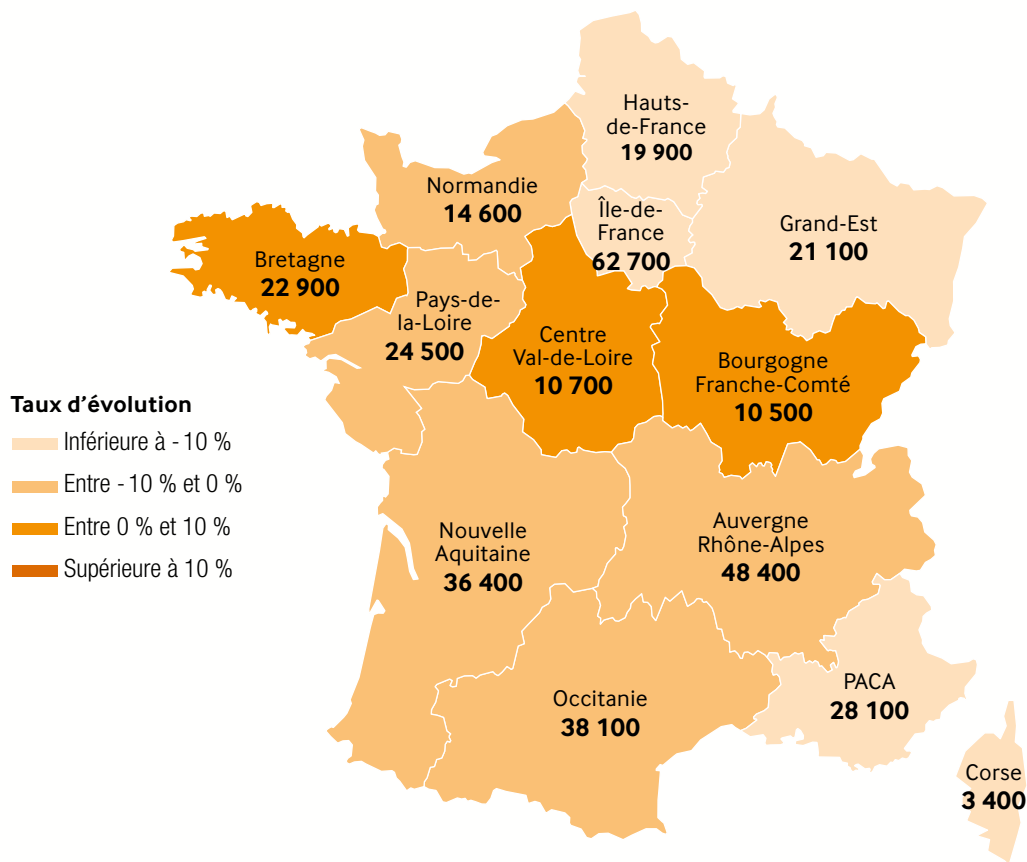
Individuels purs	108 000	- 10,5 %
Individuels groupés	35 400	- 9,8 %
Collectifs	180 300	- 9,4 %
Logements en résidence	28 100	- 6,1 %
Total	351 900	- 9,5 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles. Avertissement : les estimations des mises en chantier sont plus fragiles que d'habitude du fait des perturbations liées à la crise sanitaire. La méthode a dû être adaptée pour s'ajuster à ces perturbations (cf. méthodologie). Dans ce contexte, les estimations des mises en chantier présentées en cette période peuvent donner lieu à des révisions plus importantes qu'avant la crise sanitaire.

En particulier ce mois-ci, les mises en chantier ont été révisées à la hausse d'environ 5 % depuis septembre 2020, ce qui a pour conséquence une révision à la hausse des mises en chantier 2020 de 5 900 logements, de 351 100 à 357 000 logements.

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS COMMENCÉS (MARS 2020 À FÉVRIER 2021)



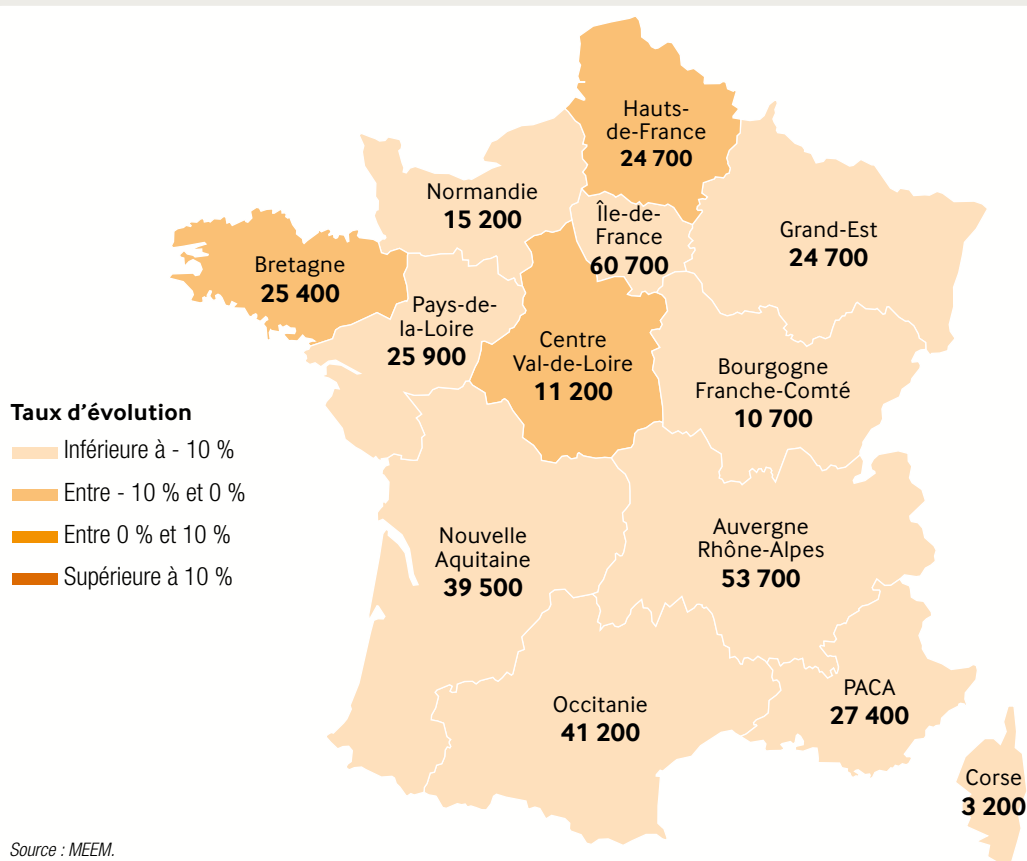
Au niveau national, le nombre de logements commencés, cumulés sur douze mois (mars 2020 à février 2021), a reculé de 9,5 % (par rapport à la même période l'année précédente) et représente 351 900 logements commencés.

Les mises en chantiers ont reculé dans près de 80 % des régions notamment en Île-de-France, en PACA, dans le Grand-Est, les Hauts-de-France, et en Corse où la baisse est supérieure à 10 %.

À l'inverse, la Bretagne, le Centre Val-de-Loire et la Bourgogne-Franche-Comté enregistrent une progression du nombre de logements commencés.

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2020 à février 2021, a enregistré une baisse allant au-delà de -10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2019 à février 2020). Ainsi à la fin février 2021, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 21 100.

LOGEMENTS AUTORISÉS (MARS 2020 À FÉVRIER 2021)



Au niveau national, les permis de construire affichent un recul de 17,4 % au cours des 12 derniers mois (de mars 2020 à février 2021 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 377 000 autorisations.

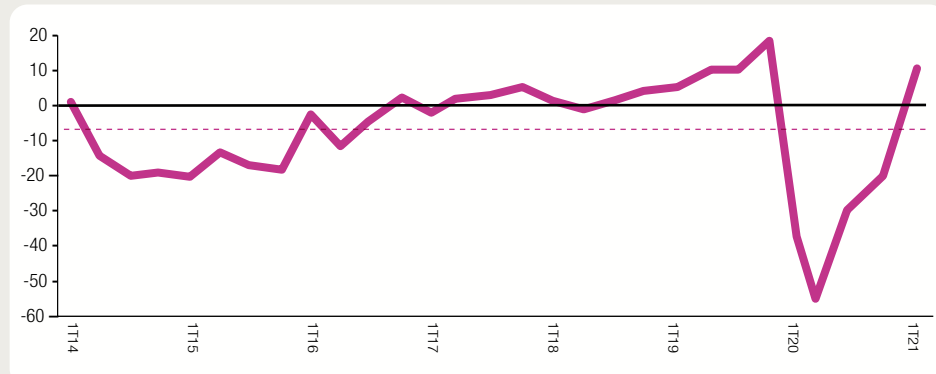
Le nombre de permis a baissé dans toutes les régions mais la baisse est moins marquée dans trois régions : la Bretagne, le Centre Val de Loire et les Hauts-de-France (entre 0 et - 10 %).

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2020 à février 2021, a enregistré une baisse allant au-delà de -10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2019 à février 2020). Ainsi à la fin février 2021, le cumul sur un an des permis de construire s'établissait à 24 700.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions qui continue de s'améliorer

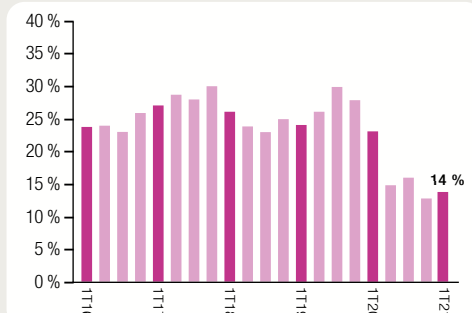
10 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 20 % constatent une hausse (soit un solde de 10 points contre - 7,6 en moyenne sur longue période).



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

14 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

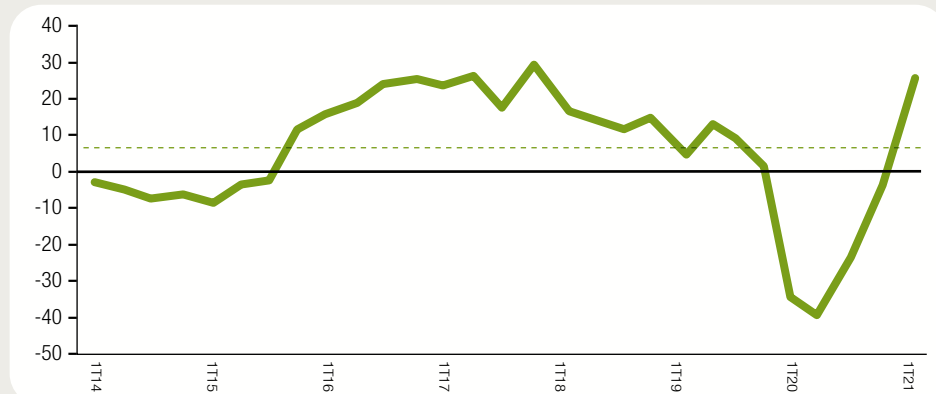
14 % des entreprises ont réalisé des travaux pour le compte des collectivités locales au premier trimestre 2021, soit une hausse de 1 point comparé à la fin de l'année 2020. En revanche, cette proportion reste toujours nettement en deçà des niveaux affichés avant la crise de la Covid-19.



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions qui s'améliore

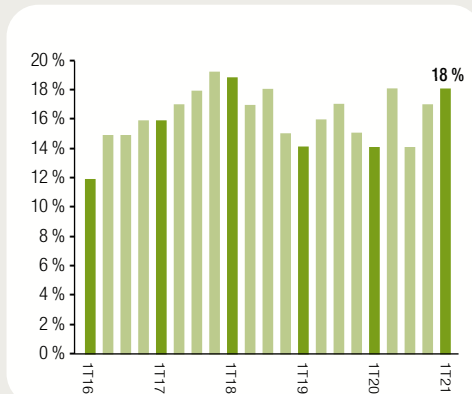
1 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 28 % constatent une progression. Le solde d'opinion s'établit à 27 points (la moyenne à long terme étant de 6,6 points).



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

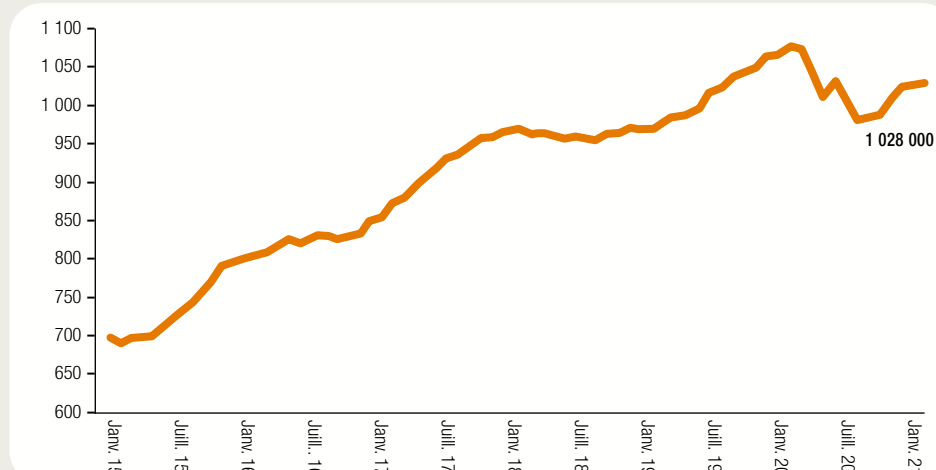
18 % des entreprises en sous-traitance

18 % des entreprises réalisent des travaux en sous-traitance.



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulé sur les douze derniers mois



Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

1 028 000 logements anciens vendus

En janvier 2021, on totalise 1 028 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une baisse 4 % sur un an.

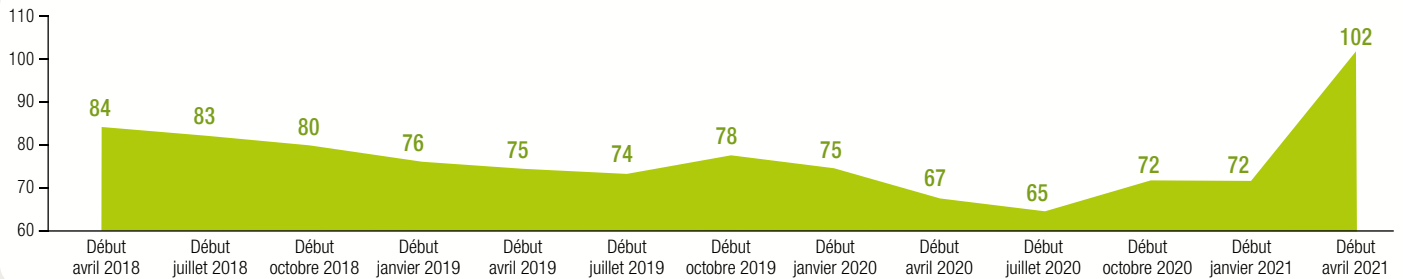
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

Le nombre de jours des carnets de commandes augmente fortement

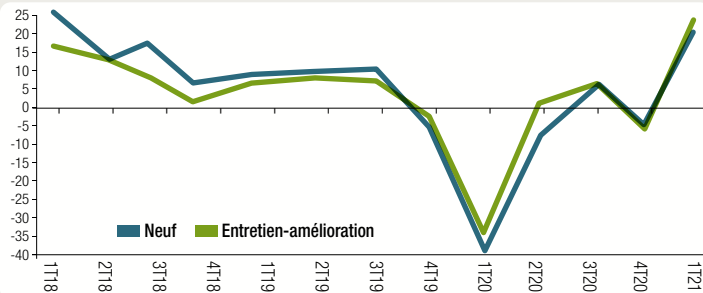
Les carnets de commandes représentent 102 jours de travail au 1^{er} trimestre 2021 (soit 35 jours de plus qu'un an auparavant). Les carnets de commandes s'étoffent en entretien-rénovation comme en construction neuve quelle que soit la taille des entreprises.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



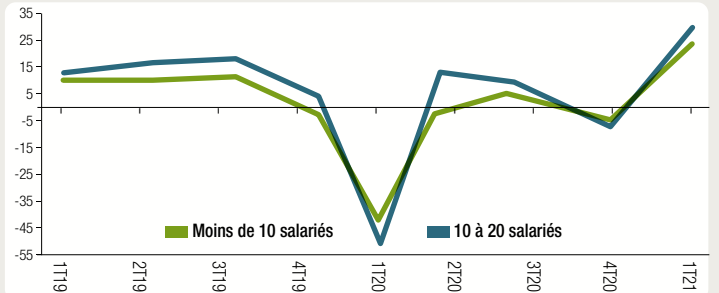
Source : CAPEB - I+C/Xerfi.

Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

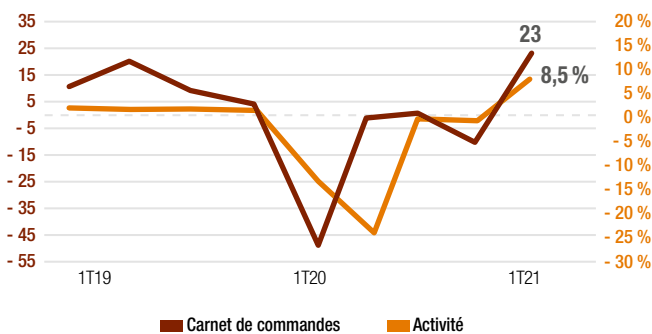
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



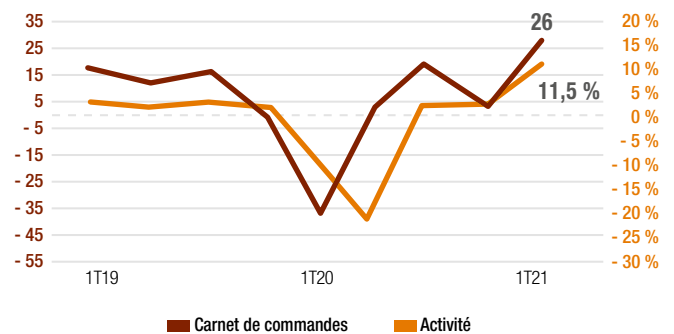
Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

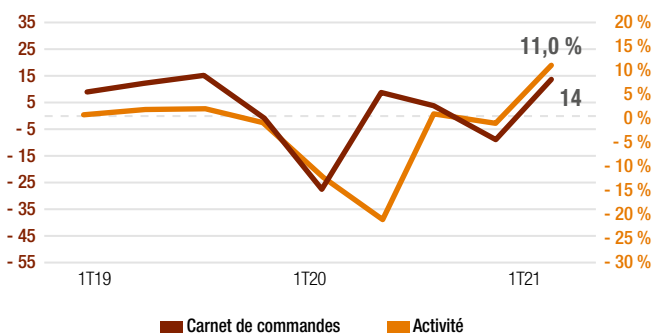
Auvergne Rhône-Alpes



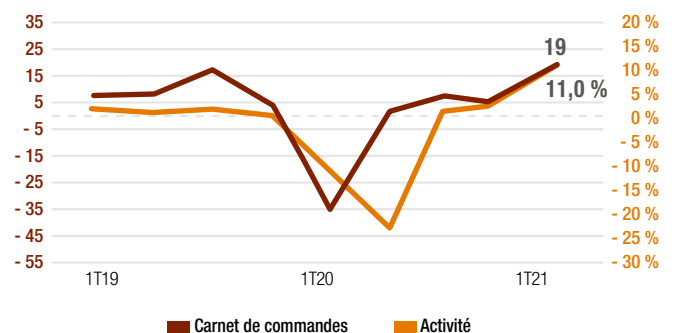
Bretagne



Bourgogne Franche-Comté

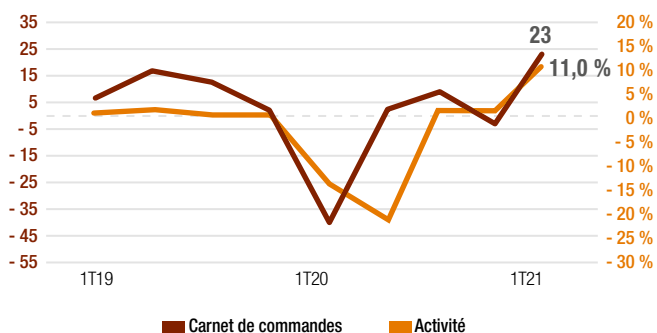


Centre Val-de-Loire

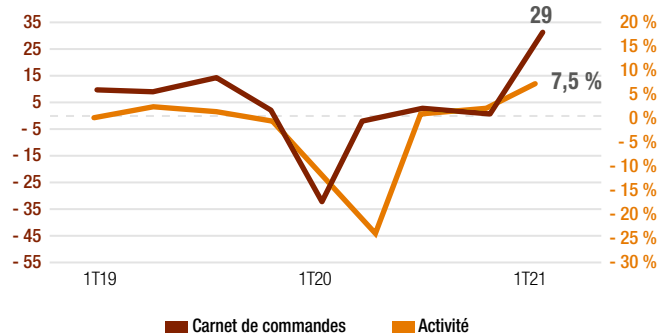


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

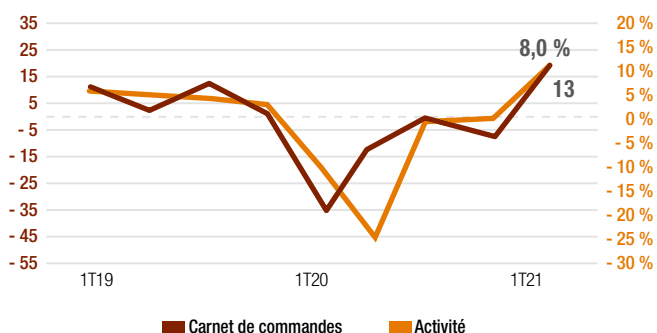
Grand-Est



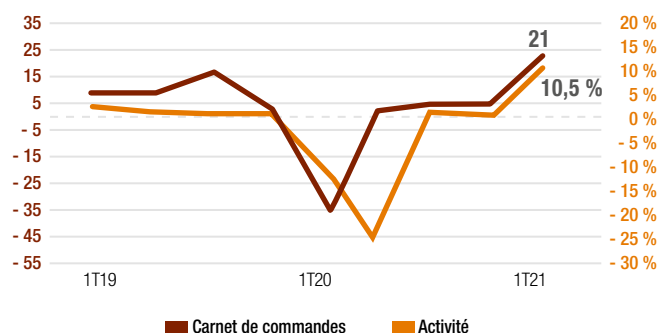
Hauts-de-France



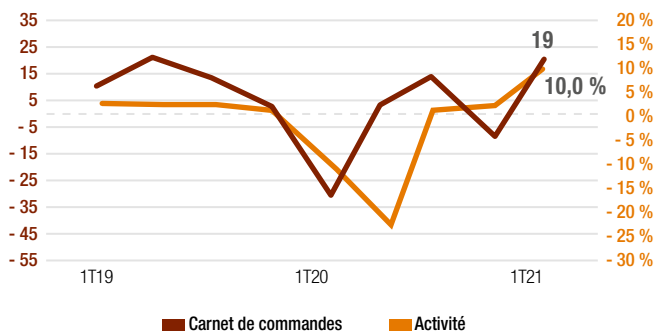
Île-de-France



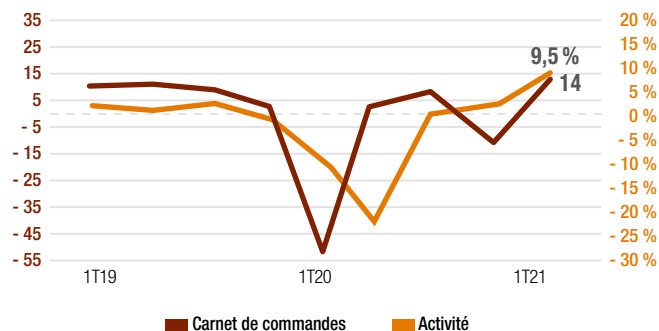
Normandie



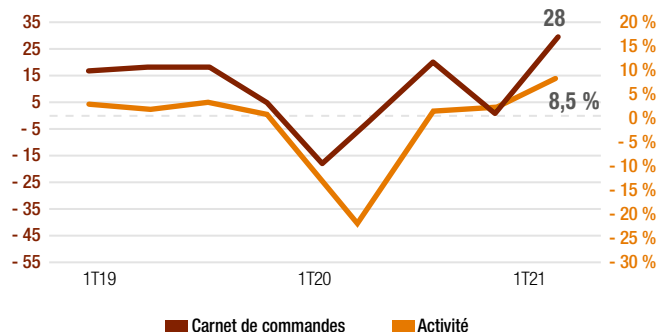
Nouvelle Aquitaine



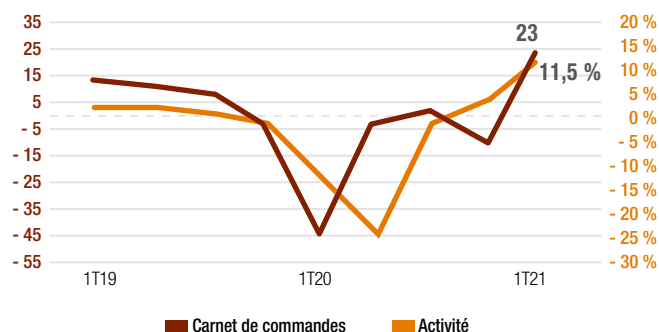
Occitanie



Pays-de-la-Loire



Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Corse



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année précédente (en jaune : activité et en rouge : solde d'opinions sur les carnets de commandes).

PRIX ET COÛTS

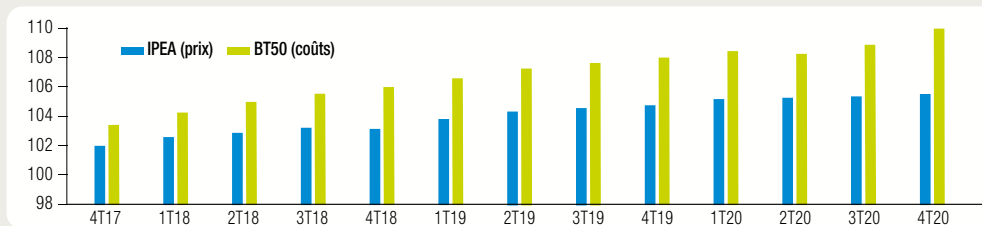
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui continuent d'augmenter moins rapidement que les coûts

Au 4^e trimestre 2020, les prix augmentent de + 0,8 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), en parallèle, les coûts augmentent de + 1,8 % sur la même période. Les prix progressent dans les travaux de plâtrerie (+ 4,7 % sur un an après + 5,3 %), et de plomberie, d'installation de chauffage et de conditionnement d'air (+ 0,9 % après + 1,1 %). Ils sont quasi stables sur un an dans les travaux de couverture (+ 0,1 % après + 0,4 %) et les autres travaux de

construction spécialisés (+ 0,0 % après -0,3 %). Les prix des travaux de menuiserie (+ 1,0 % après + 1,1 %) et de peinture et de vitrerie (+ 0,9 % après + 1,0 %) progressent pratiquement au même rythme qu'au trimestre précédent. Les prix accélèrent dans les autres travaux d'installation (+ 0,7 % après + 0,3 %) et dans les travaux d'installation électrique (+ 0,8 % après + 0,5 %). À l'inverse, ils se replient dans les travaux de revêtement des sols et des murs (-0,3 % après + 0,2 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente - base 100 en 2015.

Évolution des prix par corps de métiers pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels 3T2020/3T2019)

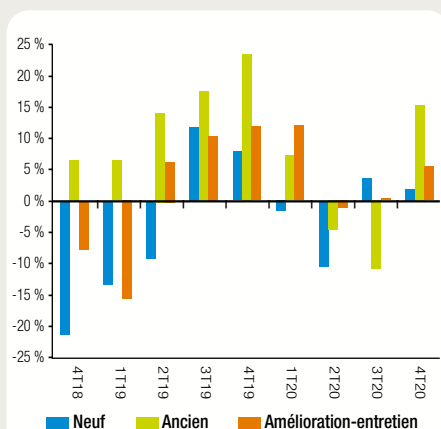
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA)	Évolution
4321 - Installation électrique	+ 0,8 %
4322 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air	+ 0,8 %
4329 - Autres travaux d'installation	+ 0,9 %
4331 - Plâtrerie	+ 4,7 %
4332 - Menuiserie	+ 1,0 %
4333 - Revêtement des sols et des murs	- 0,3 %
4334 - Peinture et vitrerie	+ 0,9 %
4391 - Couverture	+ 0,1 %
4399 - Autres travaux de construction spécialisés	0,0 %

Source : INSEE et MEEM - À compter du 1^{er} trimestre 2018, les indices des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA) sont publiés en référence 100 en 2015 et chaînés annuellement. Base indice.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Des montants de crédits accordés en hausse

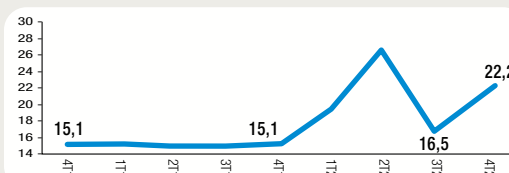
Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf progressent légèrement de près de 2 % au 4^e trimestre 2020 (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Les crédits destinés à l'acquisition de logements anciens quant à eux, enregistrent une hausse significative de plus de 15 %. Dans le même temps, les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration augmentent de 5,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Globalement, les montants de crédits accordés progressent de près de 12 % par rapport au 4^e trimestre 2020.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Le taux d'épargne progresse fortement et s'établit à 22,2 % après 16,5 % au troisième trimestre 2020 en raison de l'effet conjoint de la hausse du pouvoir d'achat et de la baisse des dépenses de consommation. En moyenne sur l'année, le taux d'épargne des ménages augmente de 6,4 points (21,3 % en 2020 après 14,9 % en 2019).



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en février 2021	Évolution annuelle (M/M-12)
104,24	+ 0,3 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 4T20	Évolution annuelle (T/T-4)
1 795	+ 1,47 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 4T20	Évolution annuelle (T/T-4)
130,52	+ 0,20 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998

INDEX BT50

Valeur en décembre 2020	Évolution annuelle (T/T-4)
116,7	+ 1,83 %

Source : MEEM, publication au JO du 18 décembre 2020, base 100 en 2010

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en février 2021	Évolution annuelle (M/M-12)
2 079,6	23,4 %

Cuivre

En dollars/tonne en février 2021	Évolution annuelle (M/M-12)
8 460,2	48,8 %

Zinc

En dollars/tonne en février 2021	Évolution annuelle (M/M-12)
2 743,2	29,4 %

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Céramiques et mat. de const.

Valeur en février 2021	Évolution annuelle (M/M-12)
106,0*	+ 1,0 %

Béton prêt à l'emploi

Valeur en février 2021	Évolution annuelle (M/M-12)
106,2*	+ 2,4 %

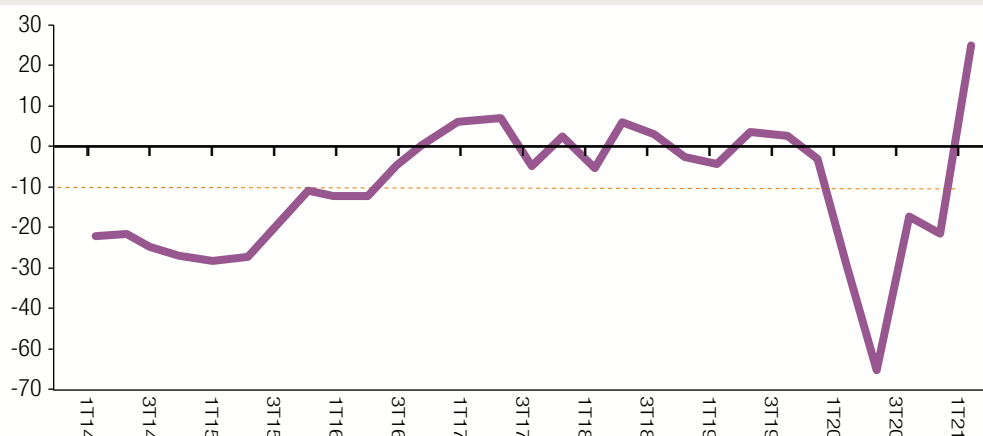
Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en février 2021	Évolution annuelle (M/M-12)
119,7*	+ 15,4 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2015.

* Valeurs provisoires

BESOINS DE TRÉSORERIE

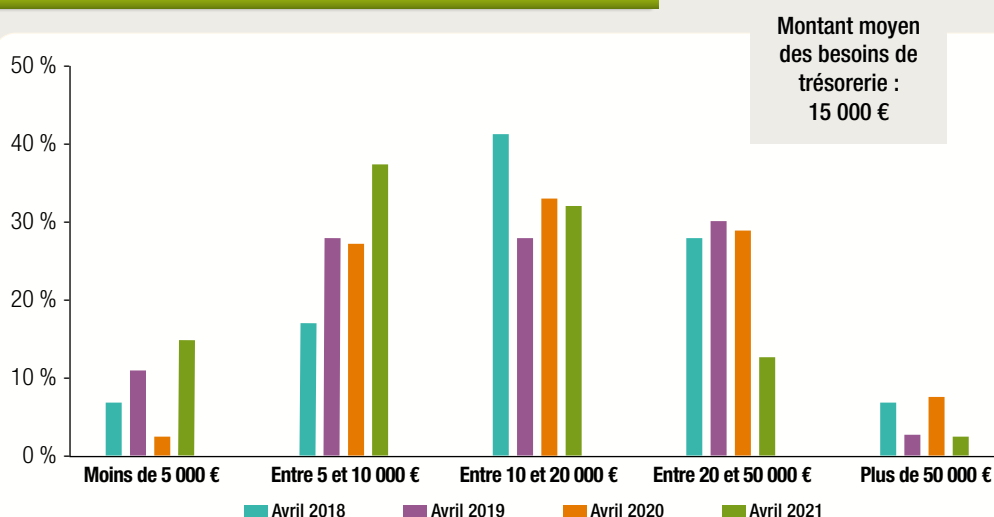


Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Une trésorerie qui s'améliore

Le solde d'opinions concernant la trésorerie s'établit à 23 points (contre - 10,4 points pour la moyenne de long terme) avec 8 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 31 % une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



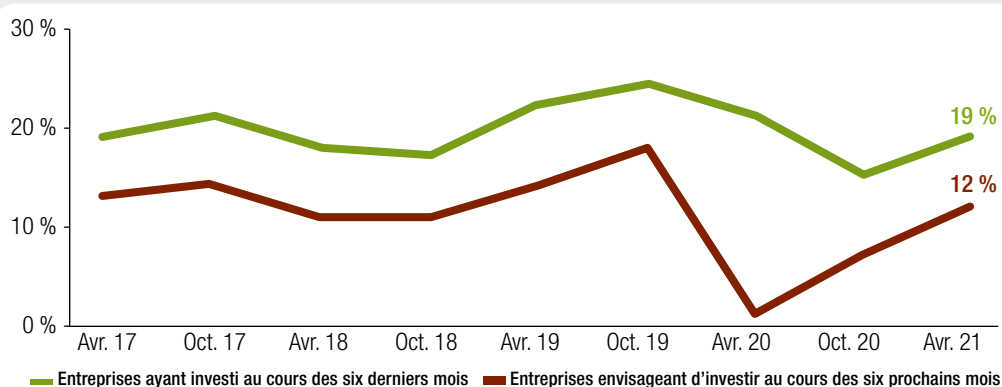
Source : CAPEB - I+C/Xerfi.

Les besoins de trésorerie diminuent

Au 1^{er} trimestre 2021, 8 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 32 % au même trimestre de l'année précédente), dont 48 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

Le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises atteint 15 000 € (contre 24 000 € un an auparavant).

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

Au 1^{er} trimestre 2021, le nombre d'entreprises ayant investi ou souhaitant investir, est en hausse (19 % des entreprises ont investi et 12 % envisagent d'investir au cours des 6 prochains mois).

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BTP

Créations : + 11,6%

Au 4^e trimestre 2020, 23 941 créations (y compris micro-entrepreneurs) ont été enregistrées dans le BTP (+ 11,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : - 52,3%

Au 4^e trimestre 2020, 1 256 défaillances d'entreprises ont été enregistrées dans la construction (- 52,3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

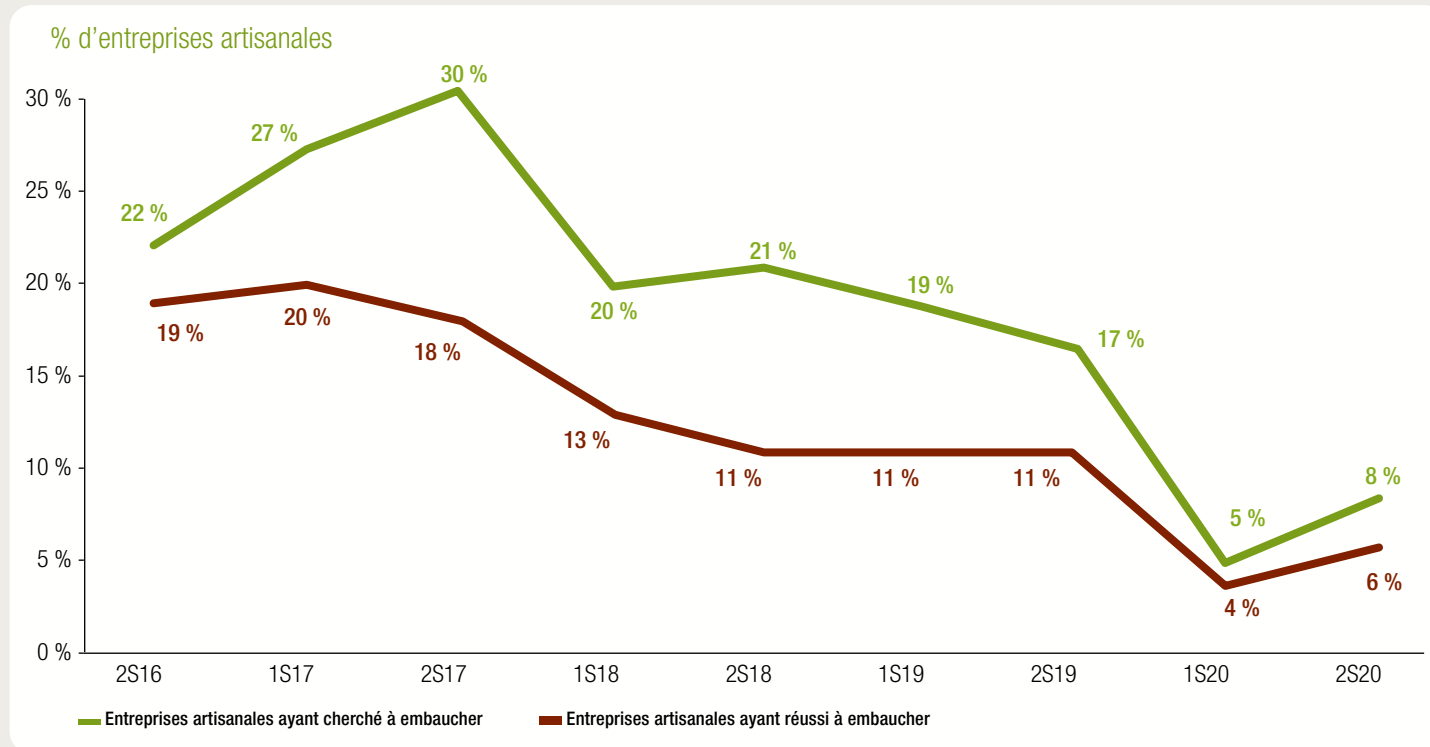
Source : Banque de France.

Cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté mais à la fois l'impact qu'a eu la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui modifient temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiement.

EMPLOI

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

8 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du second semestre 2020 et 6 % y sont parvenues.



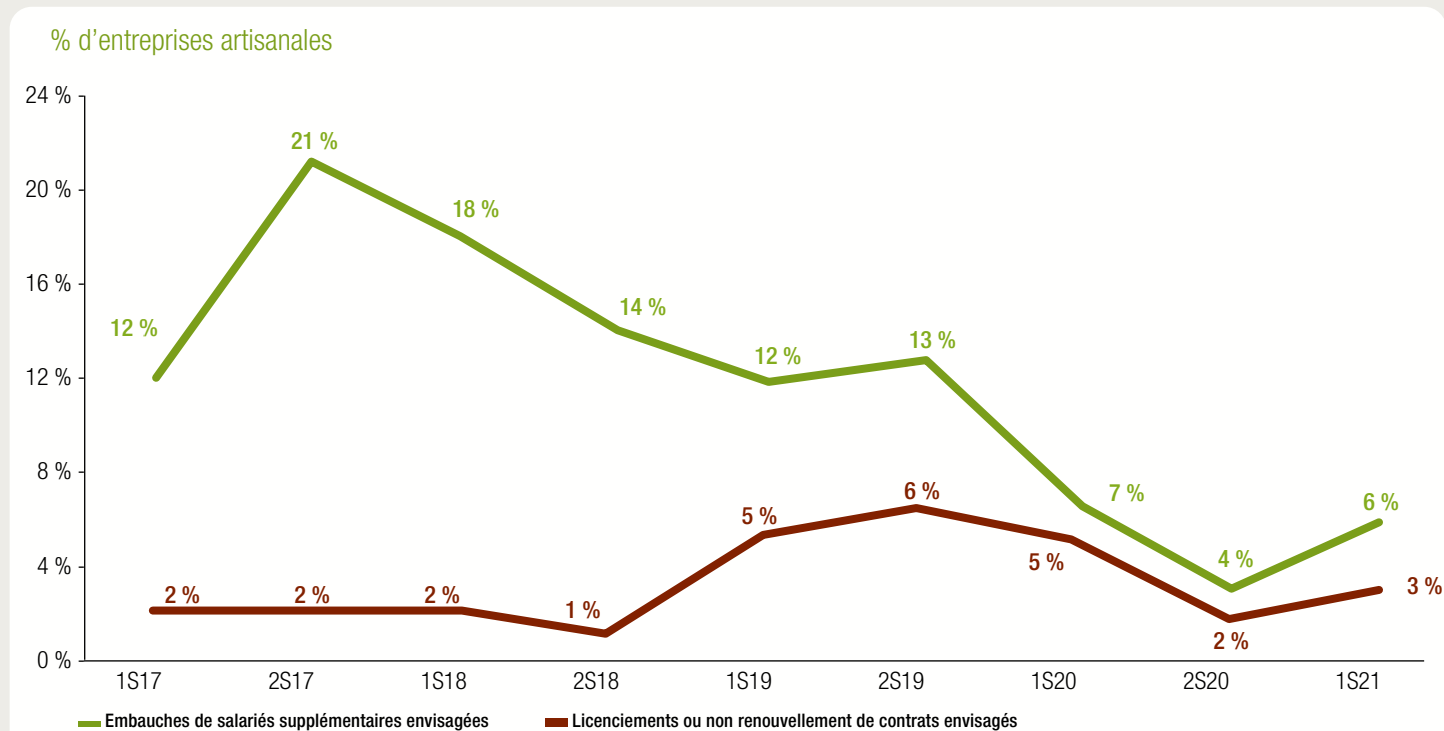
Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

En janvier 2021, le nombre d'entreprises souhaitant embaucher est supérieur au nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats. 91 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au premier semestre 2021 (contre 88 % au premier semestre 2020).

6 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 7 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

3 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2021.



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

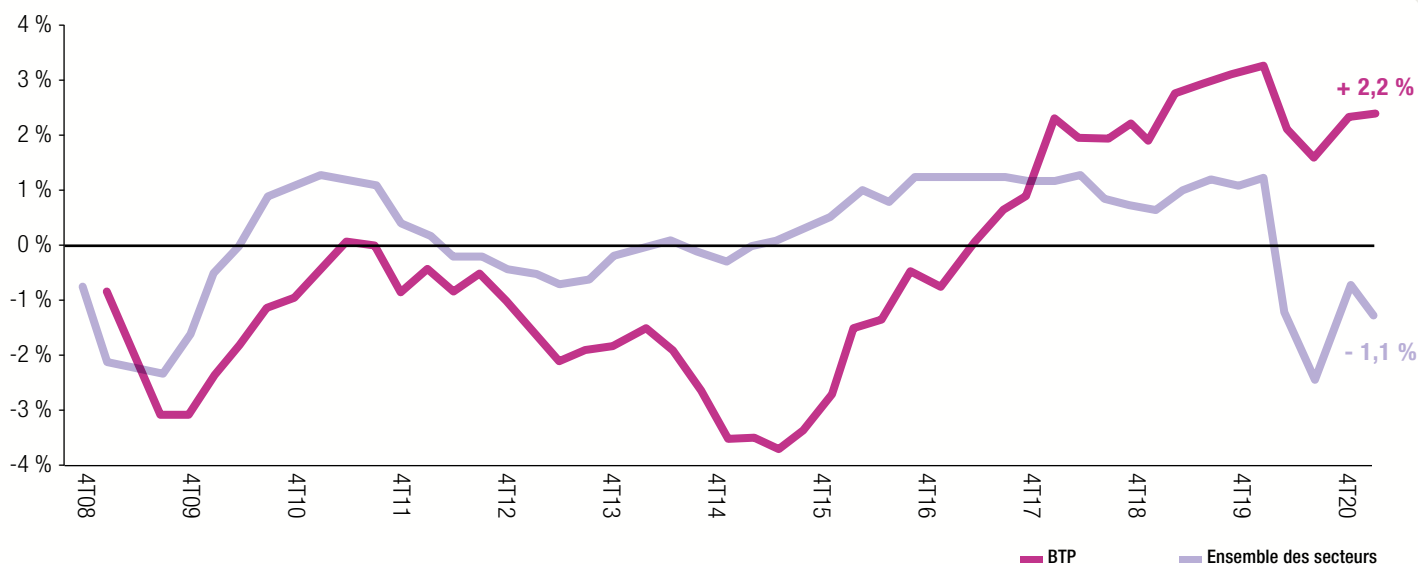
L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 466 700 au 4T2020, soit + 2,2 % sur un an (contre - 1,1 % dans l'ensemble de secteurs). Cela représente 31 000 emplois supplémentaires dans le BTP.

L'emploi salarié progresse de 0,7 % au 4^e trimestre 2020 après 1,5 % au trimestre précédent.

Emploi intérimaire

Au 4^e trimestre 2020, le secteur de la construction totalise plus de 140 170 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre près de 155 000 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en baisse (- 9 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 8,7 %.

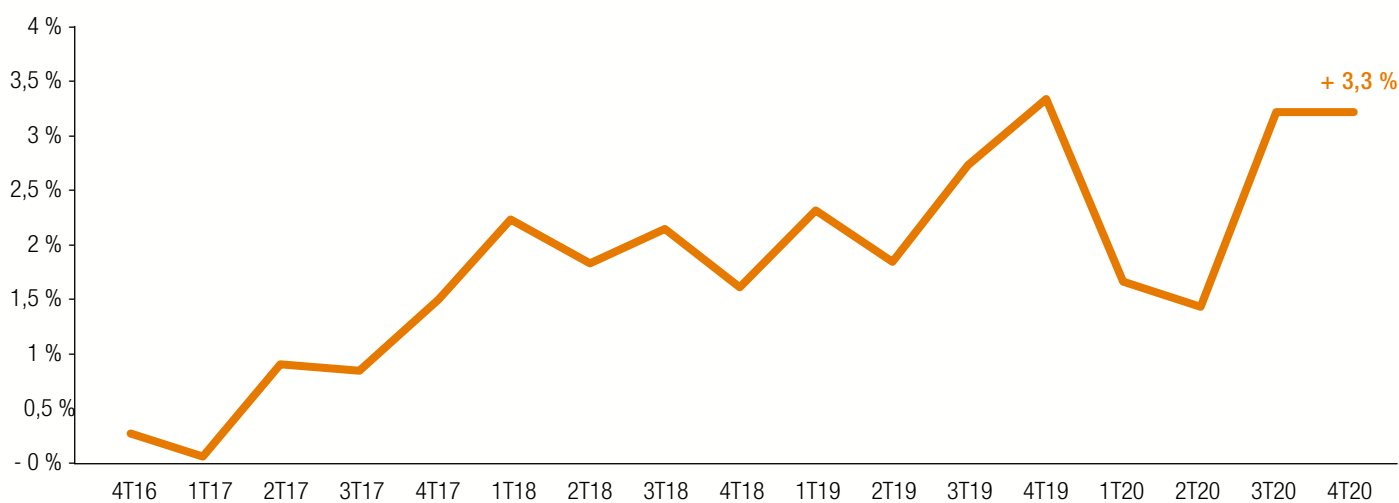


Source : INSEE.

EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 4^e trimestre 2020, l'emploi continue de progresser dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés et affiche une hausse de 3,3 % sur un an (+ 24 000 emplois). L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés affiche encore une forte progression au 4^e trimestre 2020 et s'établit à 761 300.



Source : ACOSS.

Crédit photo : iStockPhoto © 2021